

> [Analyses et témoignages](#) > [Amérique Latine](#) > Implications géopolitiques de l'incorporation de la Colombie à (...)

Implications géopolitiques de l'incorporation de la Colombie à l'OTAN

ATILIO A. BORON

[envoyer par mail](#) | [Partager](#)

13 août 2013

Article en PDF : 

Petit résumé du contexte. Après les élections au Venezuela, le candidat d'extrême-droite évincé, Capriles a lancé ses hordes fascistes à l'attaque des acquis de la révolution bolivarienne (centre de santé, médias populaires, logements sociaux...) et appelé ses autres supporters à décharger leur hargne dans la rue, alors que les associations patronales organisaient une pénurie des produits de base, en particulier du papier de toilette (comme dans le Chili d'Allende) et des sabotages provoquant des coupures de courant dans tout le pays. Des attaques cybernétiques ont également été menées. C'était le plan A qui consistait à provoquer un soulèvement populaire juste après les élections, ce qui aurait permis de faire appel à l'intervention humanitaire de Washington et ses alliés.



La déstabilisation du Venezuela a plusieurs enjeux, ses réserves de pétrole sont convoitées par les corporations, mais cet enjeu national n'est qu'une petite partie du programme qui est celui d'une recolonisation de l'ensemble de la région afin de mettre la main sur l'ensemble de ses ressources naturelles et de ses terres cultivables. Ce qu'a annoncé sans équivoque le secrétaire d'état Kerry dans une déclaration de guerre aux peuples souverains d'Amérique Latine, annonçant une approche vigoureuse de l'arrière-cour des E.U. Ce qui a entraîné de nombreux remous dans la région et l'accélération du processus de création de défense commune de l'Unasur.

Bref, depuis deux mois nous assistons à d'incessants mouvements d'action-réaction entre les menaces contre la souveraineté régionale venant de Washington et Miami et les réponses des peuples et de leurs mandataires populaires. Ces mouvements consistent en préparatifs de guerre de la part de l'Empire et les réponses sont les créations de forces de dissuasion par les gouvernements démocratiques et des peuples menacés.

Les autres pays de la région étant déjà soumis depuis des durées plus ou moins longues à des guerres dites de basse intensité impulsées par Washington et ses alliés régionaux dont la Colombie est la tête de pont en guerre depuis un demi-siècle. Malgré une avancée vers la paix réalisée par son actuel président Santos, la plupart des observateurs avertis guettaient le moment où il allait retourner sa veste et montrer son vrai visage et ses véritables ambitions, voilà qui est fait.

Santos se révèle à présent, avec le toujours actif Uribe, comme le principal traître et criminel régional, prêt à mettre la région à feu et à sang pour réaliser ses ambitions personnelles et complaire à ses maîtres. Rappelons qu'au cours de ces dernières semaines, plus d'un million de Colombiens de toutes obédiences ont manifesté ensemble à Bogota en soutien au processus de paix entamés avec la guérilla, processus compromis par la déclaration de Santos et condamnés si la Colombie devenait allié extra de l'OTAN.

L'avancée dans l'épreuve de force vient d'opérer un bond en avant en intensité. Le Venezuela avait déjà été soumis à une telle épreuve, quand à la suite du coup d'état mené par le premier régime Obama au Honduras, celui-ci avait installé en Colombie, à la frontière du Venezuela de nouvelles bases militaires obligeant le Venezuela à de grandes dépenses militaires pour assurer avec succès sa protection par la dissuasion, grâce aux incomparables qualités de stratège de Chavez.

Cette épreuve de force est aussi une heure de vérité, est-ce que les gouvernements progressistes tout à fait capables de conquérir des avancées sociales importantes en temps de paix vont être capables de défendre leurs acquis en empêchant le déclenchement d'une guerre qui risquerait d'annihiler tout espoir pour la planète de trouver de nouvelles manières d'être habitée dans la paix et l'autodétermination des peuples.

C'est donc un moment très fort de l'histoire de l'humanité dont nous sommes témoins puisque sa survie est aussi enjeu de cette guerre.

Implications géopolitiques de l'incorporation de la Colombie à l'OTAN

L'annonce faite par le président de Colombie Juan Manuel Santos disant que « au cours de ce mois de Juin il

souscrira un accord de coopération avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour montrer sa volonté de s'y intégrer » a causé un choc prévisible dans Notre Amérique. Il l'a prononcée lors d'un acte de promotion de membres de l'armée réalisé à Bogota, occasion à laquelle Santos signale que la Colombie a le droit de « penser en grand », et qu'il va chercher à être parmi les meilleurs « pas seulement de la région, mais du monde entier »

Il poursuit ensuite en disant « Si nous obtenons cette paix –se référant aux conversations de paix qui sont en cours à Cuba, notre Armée est dans la meilleure position pour pouvoir se distinguer également au niveau international. Elle le fait déjà sur différents fronts », assure Santos. Et il pense le faire avec rien moins qu'en s'associant à l'OTAN, une organisation sur laquelle pèsent d'innombrables crimes en tous genres perpétrés en Europe même (souvenez-vous des bombardements en Yougoslavie), en Libye et actuellement sa collaboration avec les terroristes qui ont pris la Syrie d'assaut.

Les bombardements de l'OTAN sur la population civile en Libye.

Jacob David Blinder, essayiste et journaliste brésilien, fut un des premiers à s'alarmer face à cette décision du colombien. Jusqu'ici le seul pays d'Amérique Latine « allié extra OTAN » fut l'Argentine, qui obtint ce statut déshonorant durant les néfastes années de Menem, et plus spécifiquement en 1998, après avoir participé à la Première guerre du Golfe (1991-1992) et avoir accepté toutes les diktats imposés par Washington dans de nombreux domaines de la politique publique, comme, par exemple, le démantèlement du projet du missile Condor et la congélation du programme nucléaire qui depuis des décennies se développait en Argentine. De graves attentats qui provoquèrent une centaine de morts – à l'ambassade d'Israël et la AMIA – furent le solde de l'Argentine en représailles pour s'être jointe à l'organisation terroriste nord-atlantique.

Le statut "d'allié extra de l'OTAN" fut créé en 1989 par le Congrès des Etats-Unis – non par l'organisation – comme un mécanisme pour renforcer les liens militaires avec des pays situés hors de l'aire de l'Atlantique Nord pour qu'ils puissent être d'une aide quelconque dans les nombreuses guerres et processus de déstabilisation politique que les Etats-Unis mènent dans les recoins les plus éloignés de la planète. L'Australie, l'Egypte, Israël, le Japon et la Corée du Sud furent les premiers à s'y intégrer et peu après l'Argentine le fit, et à présent la Colombie espère l'obtenir.

Le sens de cette initiative du Congrès nord-américain saute aux yeux, il s'agit de légitimer et de renforcer ses incessantes aventures militaires – inévitables pendant les trente prochaines années, si nous lisons les documents du Pentagone sur de futurs scénarios internationaux – avec une aura de « consensus multilatéral » qu'elles n'ont pas en réalité. Cette incorporation des alliés extrarégionaux de l'OTAN qui a été promue sur les différents continents, reflète l'exigence imposée par la transformation de l'armée des E.U. dans sa transition d'une armée préparée pour livrer des guerres dans des territoires limités en une légion impériale qui avec ses bases militaires de différents types (plus de mille sur toute la planète, ses forces régulières, ses unités à « déploiement rapide » et la croissante de »contractants » (vulgairement : mercenaires) veut être préparée pour intervenir en quelques heures pour défendre les intérêts étasuniens dans n'importe quel point chaud de la planète. Avec sa décision Santos se met au service d'un aussi funeste projet.

A la différence de l'Argentine (qui bien sûr devrait renoncer sans plus tarder à son statut dans une organisation criminelle comme l'OTAN), le cas colombien est très spécial, parce que depuis des décennies la Colombie reçoit, dans le cadre du Plan Colombia, un important appui économique et militaire des Etats-Unis – de loin le plus élevé des pays de la région seulement dépassé par les débours réalisés en faveur d'Israël, de l'Egypte, l'Irak et de la Corée du Sud ainsi que quelques autres alliés stratégiques de Washington.

Quand Santos déclara que sa vocation est de se projeter dans le « monde entier », ce que cela signifie, c'est sa disposition à se convertir en complice de Washington pour mobiliser ses forces fort bien armées au-delà du territoire colombien et pour intervenir dans des pays que l'Empire s'efforce de déstabiliser, en premier lieu, le Venezuela. Il est peu probable que son annonce signifie qu'il est disposé à envoyer des troupes en Afghanistan ou sur d'autres théâtres de guerre. La prétention de la droite colombienne, au pouvoir depuis toujours, a été de se convertir, spécialement depuis la présidence du narco-politique Alvaro Uribe Vélez, en « l'Israël d'Amérique Latine » s'érigeant, avec l'appui de l'OTAN, en gendarme régional de la zone, pour agresser ses voisins comme le Venezuela et l'Equateur et d'autres – Bolivie, Nicaragua, Cuba ? – qui ont la hardiesse de s'opposer aux desseins impériaux. Ceci et pas autre chose est ce que signifie cette déclaration.

Mais il y a quelque chose de plus : avec sa décision Santos, de manière irresponsable, remet en question la marche des conversations de paix avec les FARC à la Havane (dont un des avais est précisément le Venezuela) assénant un dur coup aux colombiens et colombiennes qui depuis des décennies espèrent mettre fin au conflit armé qui a causé tant d'indicibles souffrances à son peuple. Comment les guérilléros colombiens pourraient-ils faire confiance à un gouvernement qui ne cesse de proclamer sa vocation d'ingérence et militariste, maintenant potentialisée par sa prétendue alliance avec une organisation aux connotations aussi criminelles que l'OTAN.

D'un autre côté ; cette décision ne peut qu'affaiblir – de manière préméditée, bien sûr – les processus d'intégration et d'unification supranationales en cours en Amérique Latine et dans les Caraïbes. La thèse des « Chevaux de Troie » de l'Empire, que nous avons exposée plusieurs fois dans nos écrits à ce sujet, devient d'une actualité renouvelée par la décision du mandataire colombien. Que fera alors Unasur et comment pourra réagir le Conseil de Défense Sud-Américain dont le mandat conféré par les chefs d'état de nos pays est de consolider notre région en tant que zone de paix, comme une aire libre de la présence des armes nucléaires ou de destruction massive, comme une contribution à la paix mondiale pour laquelle il est requis de construire une politique de défense commune et de renforcer la coopération régionale dans ce domaine.

Il est indiscutable que derrière cette décision du président colombien se trouve la main de Washington, qui a progressivement converti l'OTAN en une organisation criminelle au champ d'action mondial, débordant du périmètre de l'Atlantique Nord qui était sa limite originelle. On reconnaît également la main d'Obama qui a impulsé, peu après le lancement de l'Alliance du Pacifique (tentative de ressusciter l'ALCA sous un autre nom), la provocatrice réception de la part de Santos du leader putschiste vénézuélien Henrique Capriles.

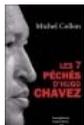
De même, on peut percevoir maintenant, toutes les implications géopolitiques liées à cette initiative de tension de la corde des relations colombo-vénézuélienne, menaçant ses voisins et précipitant l'augmentation de leurs dépenses militaires, affaiblissant l'UNASUR et la CELAC, s'alignant avec la Grande-Bretagne dans le différend avec l'Argentine au sujet des Malouines, étant donné que c'est la position officielle de l'OTAN. Et qui mentionne cette organisation ne peut que se rappeler que, comme disent les spécialistes du sujet, les nerfs et les muscles de l'OTAN, les E.U. les apportent et les autres pays sont réduits au rôle de pions du parrain impérial. En somme, un nouveau tour de vis de la contre-offensive impérialiste dans Notre Amérique, qui pourra seulement être repoussé par la mobilisation massive des peuples et l'énergique réponse des gouvernements véritablement démocratiques de la région. Cela sera une épreuve du feu qu'ils devront surmonter dans les prochaines semaines.

Traduit de l'espagnol par Anne Wolff

Source : Aporrea

[ALBA](#) - [Colombie](#) - [OTAN](#) - [Venezuela](#)

>> Retrouvez sur notre shop !



[Les 7 péchés d'Hugo Chavez](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio